

ACTION URGENTE ⁱ

DOCUMENT PUBLIC ÉFAI – 990204 – AFR 47/08/99

AU 52/99

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

RWANDA Eustache Nkerinka, membre de l'Assemblée nationale de transition
 Jacques Maniraguha, membre de l'Assemblée nationale de transition
 Jean-Léonard Bizimana, membre de l'Assemblée nationale de transition
 Bonaventure Ubalijoro, ancien responsable de parti politique

Londres, le 22 mars 1999

Amnesty International est préoccupée par la sécurité des trois députés nommés ci-dessus, connus pour leur opposition ouverte au gouvernement, qui ont été exclus de l'Assemblée nationale de transition le 9 mars 1999, ainsi que par celle de l'ancien dirigeant de leur parti, qui a été arrêté le 27 février.

Eustache Nkerinka avait été placé en résidence surveillée dans la capitale, Kigali, après avoir été appréhendé aux fins d'interrogatoire dans la soirée du 19 mars. Le matin du 22 mars, il a été de nouveau arrêté et emmené en voiture, accompagné d'un des soldats qui surveillaient son domicile. Sa famille n'a pas été informée du lieu où il avait été conduit. Plus tard ce même jour, certaines sources ont affirmé qu'il avait été provisoirement relâché et qu'il était accusé de contrefaçon. Il est à craindre qu'il ne soit de nouveau interpellé, son immunité parlementaire devant être levée cette semaine.

Les députés Eustache Nkerinka, Jacques Maniraguha et Jean-Léonard Bizimana sont membres du Mouvement démocratique républicain (MDR). Ils ont tous trois ouvertement exprimé leur désaccord avec certaines mesures prises par le gouvernement, notamment dans le cadre de débats sur la réconciliation et les élections. Leur exclusion de l'Assemblée nationale de transition est intervenue après que le Premier ministre (qui fait également partie du MDR) les eut soumis à des pressions incessantes en vue de les amener à démissionner, à la suite d'un certain nombre de divergences politiques publiquement affichées.

Pour justifier l'exclusion des trois députés, les autorités les ont notamment accusés de ne pas être partisans de l'unité et de la réconciliation nationales, ainsi que de collaborer avec des membres de l'opposition armée – une accusation fréquemment utilisée au Rwanda pour discréditer des opposants politiques. Au moins l'un d'entre eux a également été critiqué pour avoir dénoncé des violations des droits humains commises par l'Armée patriotique rwandaise (APR) et pour s'être entretenu avec des représentants de la presse étrangère. Jean-Léonard Bizimana aurait été accusé d'avoir pris part au génocide qui a eu lieu au Rwanda en 1994 mais, à la connaissance d'Amnesty International, il n'a été officiellement inculpé d'aucune infraction. L'Organisation n'est pas en position de se prononcer sur le caractère fondé ou non de cette accusation.

Tous trois font l'objet d'articles hostiles publiés par la presse depuis plusieurs mois. Eustache Nkerinka a échappé à une tentative manifeste d'assassinat à Kigali, en juin 1997, et son domicile a été attaqué et fouillé à plusieurs reprises depuis 1995.

Bonaventure Ubalijoro, ancien président du MDR ayant occupé des postes à responsabilité sous des gouvernements précédents, a été appréhendé le 27 février et est actuellement détenu à Remera, une commune de la préfecture de Kigali. Détracteur de premier plan de l'actuel gouvernement, il se voit reprocher, entre autres, d'avoir sympathisé avec des groupes armés d'opposition au Rwanda et d'avoir participé à des massacres de Tutsi commis dans les années 60. À la connaissance d'Amnesty International, aucune charge n'a été officiellement retenue à son encontre.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le MDR est un des partis représentés au sein de l'Assemblée nationale de transition, qui a été mise en place après l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement au Rwanda en juillet 1994. Ce mouvement

est scindé de fait en deux factions, dont l'une, critique à l'égard du gouvernement, a été progressivement marginalisée, tandis que la seconde, dirigée par le Premier ministre Pierre-Célestin Rwigema, soutient en règle générale la politique du gouvernement.

Depuis plusieurs années, les détracteurs des autorités sont victimes de violations des droits humains, notamment d'actes de harcèlement, d'arrestations, de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires. Ainsi, Evariste Burakali, député du Parti libéral, a été abattu par un soldat dans la préfecture de Byumba en janvier 1997. Au moins un autre député, craignant que sa sécurité ne soit menacée, a fui le pays.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/aérogramme/lettre par avion/fax (en français, en anglais ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à garantir la sécurité d'Eustache Nkerinka, de Jacques Maniraguha et de Jean-Léonard Bizimana et à veiller à ce que tous les droits qui leur sont reconnus par la loi soient respectés ;
- dites-vous tout particulièrement préoccupé par la sécurité d'Eustache Nkerinka à la suite de sa récente arrestation ;
- appelez les autorités à fournir des éclaircissements sur les charges officielles retenues contre Bonaventure Ubalijoro et à veiller à ce que ses droits au regard de la loi soient pleinement respectés ;
- exhortez le gouvernement à faire en sorte que nul ne soit victime de violation de ses droits fondamentaux pour avoir exprimé sans violence ses opinions ou critiqué le gouvernement.

APPELS À :

Président :

Son Excellence Pasteur Bizimungu

Président de la République

Présidence de la République

BP 15, Kigali, Rwanda

Fax : 250 84769 / 84390

Télégrammes : Président, Kigali, Rwanda

Formule d'appel : Monsieur le Président de la République,

Premier ministre :

Monsieur Pierre-Célestin Rwigema

Premier ministre

BP 1334 , Kigali, Rwanda

Télégrammes: Premier Ministre, Kigali, Rwanda

Fax : 250 83714

Formule d'appel : Monsieur le Premier Ministre,

Vice-président et ministre de la Défense :

Général Major Paul Kagame

Vice-président de la République et ministre de la Défense

Ministère de la Défense

BP 23, Kigali, Rwanda

Fax: 250 72431 / 76969

Télégrammes : Vice-Président, Kigali, Rwanda

Formule d'appel : Monsieur le Vice-Président de la République,

COPIES :

Veillez envoyer un **nombre limité de**

copies à :

Monsieur Joseph Sebarenzi

Président de l'Assemblée nationale de

transition

BP 352 , Kigali, Rwanda

Fax : 250 83975

Ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Rwanda dans votre pays

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 3 MAI 1999, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni.
Seule la version anglaise fait foi.*

*La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones
d'Amnesty International - ÉFAI -*